



DECISION DU MAIRE

n° 2026/ 074 / 2626

**Objet : Convention d'honoraires d'avocat – Cabinet
ADDEN AVOCATS MEDITERRANEE – Instruction du
permis de construire du projet « SCIENCE PARK »**

MAIRIE DE CABRIES
Hôtel de Ville
Place Ange Estève
13 480 CABRIES
Tel : 04.42.28.14.00
Mail : maire@cabries.fr

Le maire de la commune de Cabriès

Vu le Code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-22 ;

Vu la délibération n° 2026/005 du 21 mars 2026, par laquelle le Conseil Municipal a donné délégation au Maire, notamment son 11° qui le charge « de fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts » ;

Vu le projet de convention d'honoraires établi par la SELARL ADDEN Avocats Méditerranée pour l'accompagnement juridique de la commune dans le cadre de l'instruction de la demande de permis de construire du projet « SCIENCE PARK » ;

Considérant qu'il convient de sécuriser juridiquement l'instruction du permis de construire du projet « SCIENCE PARK » et de s'adjoindre le conseil et l'assistance d'un cabinet d'avocats spécialisé ;

Considérant la proposition financière et technique formulée par la SELARL ADDEN Avocats Méditerranée, prévoyant un honoraire forfaitaire de 16 000 € HT (soit 19 200 € TTC) pour une estimation de 100 heures de travail, ainsi que la facturation au temps passé au taux horaire contractuel de 160 € HT/h (soit 192 € TTC/h) pour les prestations complémentaires ;

DECIDE

en exécution des pouvoirs délégués susvisés,

ARTICLE 1 : Est approuvée la convention d'honoraires à intervenir avec la SELARL ADDEN Avocats Méditerranée (représentée par Me Jean-Joseph GIUDICELLI), sise 21 rue Grignan – 13006 Marseille, relative à l'accompagnement juridique de la commune durant l'instruction de la demande de permis de construire du projet « SCIENCE PARK ».

ARTICLE 2 : Les honoraires sont arrêtés à un montant forfaitaire de 16 000,00 € HT, soit 19 200,00 € TTC. En cas d'accomplissement de prestations complémentaires en lien avec le dossier, celles-ci seront facturées sur la base du taux horaire contractuel de 160,00 € HT (soit 192,00 € TTC). Les frais, débours et dépens seront remboursés sur justificatifs.

ARTICLE 3 : La convention prend effet à compter de sa signature pour une durée de deux (2) ans, reconductible deux (2) fois pour une durée d'un (1) an par tacite reconduction.

ARTICLE 4 : Les crédits nécessaires sont inscrits au budget principal de la Commune.

ARTICLE 5 : La présente décision sera notifiée à la SELARL ADDEN Avocats Méditerranée et publiée ; ampliation en sera transmise à Monsieur le Sous-Préfet d'Aix-en-Provence, représentant de l'État.

ARTICLE 6 : Le directeur général des services est chargé de veiller à l'exécution de la présente décision.

Accusé de réception en préfecture
013-211300199-20260818-DEC_2026_074-DE
Date de télétransmission : 21/08/2026
Date de réception préfecture : 21/08/2026

ARTICLE 7 : La présente décision pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa publication. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr.

Fait à Cabriès, le 18 AOUT 2026

Le Maire,
Amapola VENTRON

